

# LANCY, PREMIÈRE VILLE LABELLISÉE BOURGEON

**Pionnière en la matière, la commune genevoise démontre qu'une certification bio permet de satisfaire les attentes de la population sans pour autant dépasser le budget de fonctionnement du service des espaces verts. Texte: Jean-Luc Pasquier**

Située entre Carouge et Onex, la commune genevoise de Lancy a obtenu la certification Bourgeon en janvier dernier. Aussi, les quelque trente parcs représentant 55 hectares d'espaces verts et une production de plus 46 000 plantes, fleurs et légumes répondent au cahier des charges de l'association Bio Suisse. Il est important de relever que les critères du label Bourgeon sont plus stricts que le label Bio Suisse ou le label Bio UE de l'Union européenne. Alors que de nombreuses communes suisses tentent de réduire les coûts d'entretien de leurs espaces verts, comment se fait-il qu'une ville de 32 000 habitants décide de faire le pas vers une gestion biologique de son territoire? Sandrine Michailat, Cheffe de la section des espaces verts de Lancy, explique: «Il s'agit avant tout d'un choix politique, cependant en 2015, nous avions déjà arrêté d'utiliser des herbicides et c'est Monsieur Damien Bonfanti, magistrat en charge de l'environnement, qui a initié le passage final au bio. Sur la base du cahier des charges de Bio Suisse, nous avons débuté le processus de reconversion au début de l'année 2017.»

**Entraide bienveillante des précurseurs**  
Consciente du caractère pionnier de sa démarche, la ville de Lancy s'est tout d'abord informée auprès de l'organe de surveillance Bio Inspecta mais aussi auprès du Conservatoire et Jardin botaniques de Genève. «Nous savions qu'il était labellisé depuis 2015 et nous avons appelé le responsable qui nous a expliqué les démarches à entreprendre», confirme Madame Michailat. «Le courant a bien passé et il nous a renseigné durant tout le processus. C'était une chance de pouvoir compter sur cette expérience. L'aide du jardinier-chef Nicolas Freyre a été précieuse et il reste un partenaire de choix dans nos échanges.» Rolf Schweizer, directeur de Bio Inspecta Suisse Romande, confirme: «La motivation des personnes impliquées dans

une reconversion est un paramètre important. Au début, ils se sont posés beaucoup de questions et le résultat est très positif.»

En quoi diffèrent la labellisation d'une commune ou d'une entreprise horticole par rapport à une exploitation agricole? Rolf Schweizer commente: «Le cahier des charges est certes axé produits agricoles et transformation, mais outre le fait que l'horticulture ne produit pas d'alimentation, il n'y a pas de différence, à l'exception des cas particuliers comme certaines plantes qui ont des besoins spéciaux. Si on dévie du cahier des charges, il s'agit de trouver des solutions ou d'abandonner certaines cultures.»

## Modification des pratiques

Passer d'un entretien des espaces verts traditionnel à une pratique labellisée Bourgeon nécessite l'abandon de certaines habitudes. En 2015, l'arrêt du glyphosate avait été un changement important, principalement pour les jardiniers. Ils ne disposaient plus de «l'arme fatale» contre les adventices difficiles. Lors du passage au bio, le désherbage se faisant déjà manuellement, il n'y a pas eu de changement de ce côté. Cependant il a fallu réfléchir à la régulation du chiendent ou du liseron dans les massifs. «Nous avons modifié l'affectation de certaines surfaces problématiques et changé l'assortiment végétal des plates-bandes», développe Sandrine Michailat. «Désormais, nous évitons la monoculture dans les massifs et nous ne traitons plus les ligneux, sauf certains sujets, comme le chêne avec la chenille processionnaire pour des raisons évidentes de sécurité publique, et quelques buis historiques et là, les traitements respectent le cahier des charges du Bourgeon.»

D'autre part, la ville de Lancy a aussi initié des changements dans le domaine de la fumure. Auparavant, il y avait une mixité d'engrais et il a fallu réduire l'assortiment à celui autorisé par la liste des intrants de l'Institut de recherche de l'agriculture bio-

logique (FiBL). Selon la cheffe de section, cette réduction de possibilités n'a pas été un réel obstacle et n'a demandé qu'un changement d'organisation peu contraignant sans oublier de lever les barrières des doutes et des habitudes.

## Du côté de la production

Lancy dispose aussi de cultures de plantes à massifs et de plantons de légumes. Ici, la reconversion a nécessité quelques aménagements. «Nous n'étions pas loin du bio», relève Eric Thentorey, chef d'équipe de la production florale. Sandrine Michailat ajoute: «Quand on a compris que le Jardin botanique y arrivait avec sa multitude de plantes rares, il n'y avait pas de raison que nous n'y arrivions pas avec notre assortiment traditionnel.» Dorénavant, Lancy utilise des engrais organiques et des terreaux autorisés par le FiBL, élabore son propre compost et sélectionne des graines bio. Dans le domaine du végétal, la fourniture des plantes à tous les stades est aussi soumise aux règles très précises du Bourgeon: tout doit provenir de production bio. Par exemple, si les graines ne sont pas disponibles en bio, des graines conventionnelles, mais non enrobées, peuvent être alors utilisées. Eric Thentorey abonde dans ce sens: «Les fournisseurs de





**1: Lancy, une ville bio agréable à regarder et à vivre.**

Photo: Alain Grosclaude

**2: La production de Lancy sélectionne les plantes les moins sensibles et leur offre plus d'espace dans les cultures.**

Photo: Sandrine Michailat

**3: L'assortiment des massifs fleuris a été adapté pour correspondre au cahier des charges bio.** Photo: Alain Grosclaude

graines bio élargissent de jour en jour leurs gammes car la demande augmente chaque année. Les bisannuelles sont désormais disponibles sous forme de plantons, ce qui est aussi positif compte tenu de la longueur de culture. Les graines enrobées étaient moins attractives pour les rongeurs et nous avons encore des problèmes ici et là. Néanmoins et malgré la latitude du cahier des charges, nous préférons adapter notre assortiment pour rester au plus proche de la philosophie bio.»

La lutte contre les ravageurs s'effectue avec des auxiliaires, mais contre les maladies c'est plus compliqué. Le chef de culture pourrait utiliser du cuivre, toléré par Bio Suisse, mais il y renonce par respect pour sa propre éthique professionnelle. Eric Tenthoirey préfère travailler juste plutôt que d'être réactif: «Le «bon geste au bon moment» signifie de revenir aux sources du métier et de réfléchir avant d'agir. On produit un petit peu plus pour parer aux vols dans les massifs et les plantes qui ne reprennent pas, mais on ne double pas la production pour assurer à tous les coups les plantes qui ne sont pas adaptées ou qui meurent.» Au sujet des infrastructures, les lignes directrices du Bourgeon obligent à réduire les températures des serres durant une partie

de la période hivernale. «Cela implique des adaptations pour certaines cultures. De plus, nos serres ne sont pas récentes et nous devons suivre le cahier des charges pour les prochaines rénovations.»

#### Autres charges

Le cahier des charges de Bio Suisse contient toutes les directives pour les entreprises de production et de transformations agricoles. «C'est un gros pavé à lire et nous avons dû y trouver les parties qui nous concernaient», expose Sandrine Michailat. Au-delà des changements de pratiques nécessaires, le volet administratif nécessite aussi une adaptation, notamment pour le suivi des intrants. «Nous devons justifier chaque utilisation d'engrais, la provenance de chaque planton et plante. Il a fallu mettre en place des outils informatiques afin que les chefs d'équipe puissent saisir leurs actions au cours de l'année.» Le label exige aussi de justifier les mesures en faveur de la biodiversité comme le nombre de nichoirs, de tas de pierres ou de fruitiers haute-tige. «Nous disposions déjà de ces aménagements, il s'agissait juste de réunir ces informations sur les plans déjà existants qui mentionnent toutes les mesures initiées en faveur de la nature.»

#### Communiquer avec les citoyens

Durant les deux années de conversion, la Ville a patienté pour communiquer largement à la population. L'objectif était qu'elle se dise «Tiens, on n'a rien remarqué» car Lancy a maintenu son niveau de décoration standard tout en adaptant l'assortiment planté et en augmentant le nombre de prairies fleuries. Après l'annonce de l'obtention du label, les citoyens ont réagi très positivement et d'autres villes, notamment celle de l'agglomération de Paris, se sont vite montrées intéressées par cette démarche. Autres bénéfiques pour les habitants: les enfants ont pu décorer des nichoirs qui ont été installés dans les arbres de la ville. En outre, les légumes du potager communal collectif sont offerts à l'Épicerie Solidaire de Lancy. Dans un second temps, Lancy souhaite renforcer l'information et la communication auprès du public, dans le même sens que la Charte des jardins, afin d'initier un réel changement pour celles et ceux qui le souhaitent. «Beaucoup le font déjà et cette communication pourraient aider le mouvement à se diffuser encore plus largement».

#### Le bio n'est pas plus cher

Au début des démarches, l'objectif politique était de maintenir le même niveau de

coûts. Le but a été atteint, en revanche, il a impliqué une meilleure organisation afin de pouvoir agir au bon moment. Certains travaux ont été rationalisés, comme par exemple de limiter l'entretien des bacs. Les substrats bios étant plus chers, la ville réalise des économies par l'adjonction de matières premières disponibles comme de la terre végétale ou du sable selon les besoins. «Les bulbes bios sont aussi plus chers, alors on en plante moins», dévoile Sandrine Michailat. «Nous tablons aussi sur une baisse progressive des coûts des fournisseurs bio par l'augmentation de la demande. Ça nous force à réfléchir de manière plus pragmatique, on se doit de faire mieux pour l'environnement, surtout pour une entité publique.»

En guise de conclusion Sandrine Michailat abonde sur le thème de l'enrichissement mutuel: «Nous avons créé un groupe d'échanges avec le Jardin botanique afin de profiter des expériences de chacun. Puis, d'autres entreprises et communes souhaitant une reconversion se sont jointes au groupe. Maintenant, nous sommes plus d'une quinzaine et nous réunissons une à deux fois par an. Ce groupe est ouvert à tous et les nouveaux intéressés sont les bienvenus.»



Les bacs d'annuelles se situent désormais à proximité du service d'entretien, les plus éloignés ont été plantés de vivaces. Photo: Alain Grosclaude

## Entretien

Sacha Riondel est secrétaire de Bio Genève, l'Association genevoise pour l'agriculture biologique en charge du relais entre Bio Suisse et les exploitants.

### Lancy a été pionnière dans sa démarche, quelles ont été les difficultés à surmonter?

Sacha Riondel: Il s'agissait de résoudre les problèmes qui ne sont pas dans le cahier de charge car Lancy a non seulement dû adapter sa production, mais surtout trouver les directives applicables à la gestion des espaces verts. Tout en respectant la liste des intrants du FiBL, elle a dû se passer des produits de synthèse, adopter le désherbage mécanique et adapter l'assortiment des massifs.

### Qu'est-ce qui a facilité sa démarche, sa certification?

Lancy a pu utiliser son réseau et aussi celui de Bio Genève. La volonté politique préalable était un avantage majeur et le Jardin botanique a été le tuteur de sa démarche. Ces aspects n'ont pas de prix, ils rassurent et permettent de gagner de temps.

### Quelles sont les démarches à entreprendre pour une commune souhaitant une certification bio?

Elles sont d'ordre technique: connaître ce qui se fait ailleurs et répondre aux questions relatives aux machines, aux techniques ou au budget. Ensuite il faut anticiper,

les tests se font avant la certification comme pour les substrats autorisés par le FiBL. Lancy va faire appel d'air dans ce domaine et il faut savoir que certaines communes dépassent déjà les exigences du bio sans avoir déjà demandé de labellisation.

### Existe-t-il d'autres communes en cours de certification?

Trois entreprises genevoises sont actuellement en contact avec nous. L'énergie de l'horticulture amène quelque chose de positif dans notre environnement particulièrement orienté agriculture. Les horticulteurs apportent de la diversité et de nouvelles connaissances.

### Quels sont vos conseils pour les communes ou entreprises souhaitant se faire certifier?

Il convient de bien se préparer techniquement, avoir testé les solutions envisagées, informer les collaborateurs afin qu'ils adhèrent à la démarche. Le bio va bien avec le côté extensif de l'entretien: c'est intéressant pour le budget, la biodiversité, l'environnement, les habitants et l'utilisation des surfaces.